



02-09-2012

Ayrault aux patrons : je vous ai compris

L'Université d'été du MEDEF qui s'est terminée le 31 août a rassemblé 4000 chefs d'entreprises avec à leur tête les dirigeants des groupes industriels, bancaires et commerciaux venus de tout le pays. Depuis la création du MEDEF en 1998, **c'était la première fois qu'un 1^{er} ministre en exercice, socialiste de surcroît, participait à ces retrouvailles de rentrée du patronat, « dans un esprit d'ouverture » a-t-il souligné.** J.M. Ayrault a ouvert cette réunion en disant tout le bien que parti socialiste pense du patronat. « Je connais vos inquiétudes. C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous ». A son tour Michel Sapin, Ministre du travail a tenu à rassurer tous les patrons, les grands d'abord : « Aujourd'hui le droit du licenciement et ses conditions d'application ne sont pas sécurisants pour les entreprises, on ne sait pas combien de temps va durer la procédure, combien elle va coûter... ». Pas un seul mot pour défendre les dizaines de milliers de salariés jetés à la rue ! Moscovici, Cahuzac, Montebourg etc... 10 ministres ont participé à cette réunion, n'auraient-ils rien d'autre à faire qu'à voler au secours du patronat ? Un patronat qui a apprécié leur comportement : « Nous sommes entrés dans une phase de bonne volonté réciproque » a conclu L. Parisot.

Hollande et le Parti Socialiste n'ont pas attendu cette rencontre avec le MEDEF pour afficher la leur. Leur feuille de route, prête dès avant l'élection présidentielle, contenait déjà l'essentiel de ce qu'attendaient les chefs d'entreprises, **l'intégration encore plus complète des salariés aux besoins du patronat.** Le Parti Socialiste avait déjà étudié de nouvelles possibilités de licencier sans entrave. Il voulait déjà pour fixer les conditions de travail et des salaires au niveau de chaque entreprise (finies les conventions collectives et garanties nationales !). Il approuvait déjà l'idée d'un remplacement accéléré des CDI par des CDD. On retrouve là ce que le MEDEF appelle « une nouvelle étape de réforme du marché du travail ». **La « bonne volonté réciproque » c'est ça ! Contre les travailleurs !**

Ce n'est pas tout. La « réforme » du financement et des prestations de la Sécurité Sociale, la reprise de la « discussion » sur la réforme des retraites doivent avoir lieu dans les semaines qui viennent. C'est « un nouveau modèle favorable à la compétitivité des entreprises » a déclaré Ayrault devant les patrons du MEDEF.

D'un côté le patronat, Hollande et le gouvernement socialiste, qui veulent nous imposer dès demain d'énormes sacrifices supplémentaires, de l'autre les travailleurs et tout le peuple.

Seule une riposte populaire de grande ampleur bloquera ce qui se prépare et imposera des changements. Les travailleurs, tous les salariés et le peuple doivent, dès maintenant, agir ensemble contre le patronat et ceux qui le servent où qu'ils soient, dans le gouvernement, dans les syndicats ou dans les partis politiques.

Où en sommes-nous aujourd'hui

Partout en Europe et en France aussi des actions ont lieu dans les entreprises et se développent malgré les obstacles qu'elles rencontrent, en particulier ceux venant des directions nationales des syndicats. On relève cependant dans la CGT une pression plus forte, venue de la base, pour que la direction nationale défende plus efficacement les revendications des syndiqués. Elle vient d'annoncer une journée de mobilisation le 9 octobre « pour la défense de l'industrie et de l'emploi » avec plusieurs manifestations dans les grandes villes. Lors de la réunion de rentrée à Montreuil, plusieurs responsables des départements, s'appuyant sur la volonté de lutte des salariés, ont demandé avec force que cette journée soit transformée en journée de grève interprofessionnelle, ce qui n'a pas été approuvé par les dirigeants nationaux.

Bien que limité, l'appel de la CGT a fortement irrité Chérèque et les dirigeants de la CFDT. C'en est trop pour eux. Chérèque qui est contre toute action reproche à la CGT d'appeler à cette journée de mobilisation. Qu'attendent la CFDT et les autres syndicats pour appeler à leur tour à agir et à faire du 9 octobre la grande journée nationale d'action unie qui marquerait profondément la situation.

La force de cette journée revendicative va finalement dépendre de la participation massive des travailleurs à des actions de haut niveau, y compris la grève partout où c'est possible.

www.sitecommunistes.org